



Délibération n°2017-01 : avis sur le projet Programmation pluriannuelle de l'Énergie (PPE) pour Mayotte

Adopté le 9 janvier 2017

Le Conseil national de la transition écologique,

Saisi par la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer d'un projet de PPE pour Mayotte pour les périodes de 2016-2018 et 2019-2023, composé d'un rapport et d'un projet de décret reprenant les principales dispositions, de l'évaluation environnementale stratégique et de sa synthèse, d'une étude d'impact économique et sociale, de l'avis de l'Autorité Environnementale et des éléments de réponse ;

Prenant note avec intérêt des nombreuses séances de concertation menées localement, en vue de l'élaboration de cette PPE ;

Prenant note de l'avis du 19 octobre 2016 de l'autorité environnementale sur le projet de PPE pour Mayotte ;

Prend note de la dynamique démographique et économique de Mayotte ;

Prend acte du projet de PPE pour Mayotte et note que ce texte est encore soumis à consultation. Il rappelle l'avis qu'il a exprimé lors de l'examen de la PPE métropolitaine en septembre 2016. Il souligne notamment l'enjeu de la conformité des PPE avec les objectifs énergétiques et climatiques français, et en particulier avec ceux propres aux collectivités d'outre-mer. Il rappelle son souhait que les PPE présentent de manière synthétique les différents scénarios tout en indiquant, pour chaque option énergétique, leurs références quantitatives de façon précise ;

Salue les mesures d'efficacité énergétique proposées qui permettront d'éviter, en 2023, la production d'environ 24 GWh d'électricité par rapport à 2015 ;

Salue la multiplication par 8 de la part des ENR électriques sur la période, atteignant 40% d'Énergies renouvelables (ENR) électriques en 2023 ;

Salue l'augmentation de la part des ENR thermiques dans le mix sur 2015-2023, qui se sont de nature à éviter en 2023 près de 20 GWh de production électrique ;

Se félicite du recours à la biomasse et du développement de projets innovants à base d'énergie renouvelable couplés à des installations de stockage, comme Opéra ou le projet d'Énergie contrôlée, pour faire face au besoin croissant de la population et demande que les études relatives à ces projets soient lancées dès 2017 ;

Se félicite du développement prévu d'un réseau de transport urbain et interurbain comprenant 3 lignes interurbaines, 4 lignes urbaines et une ligne de desserte de l'aéroport. Le CNTE demande que les études d'impact et la concertation des acteurs soient lancées dès 2017 ;

Prend note des enjeux spécifiques aux zones non interconnectées liés à la recharge des véhicules électriques et de l'objectif de déployer 10 bornes de recharge ;

Recommande la mise en place d'un observatoire de l'énergie et d'indicateurs de suivi de mise en œuvre de cette programmation ;

Recommande d'analyser l'impact sur le système électrique et sa capacité à supporter l'ensemble des nouveaux moyens programmés ;

Recommande une évolution des tarifs d'octroi de mer visant à soutenir la maîtrise des dépenses énergétiques et étudiant la possibilité juridique d'une prise en compte des performances environnementales des produits ;

Recommande la réalisation d'une étude d'impact sur l'application de la RTAADOM à Mayotte avant sa mise en place ;

Souligne les conséquences du dynamisme démographique du territoire et demande que les travaux se poursuivent et soient approfondis dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du stockage et de la gestion de la demande électrique, des transports afin d'être en mesure de proposer pour la prochaine révision de la PPE des mesures permettant d'atteindre les objectifs d'autonomie énergétique prévus pour 2030 par le code de l'Énergie.